

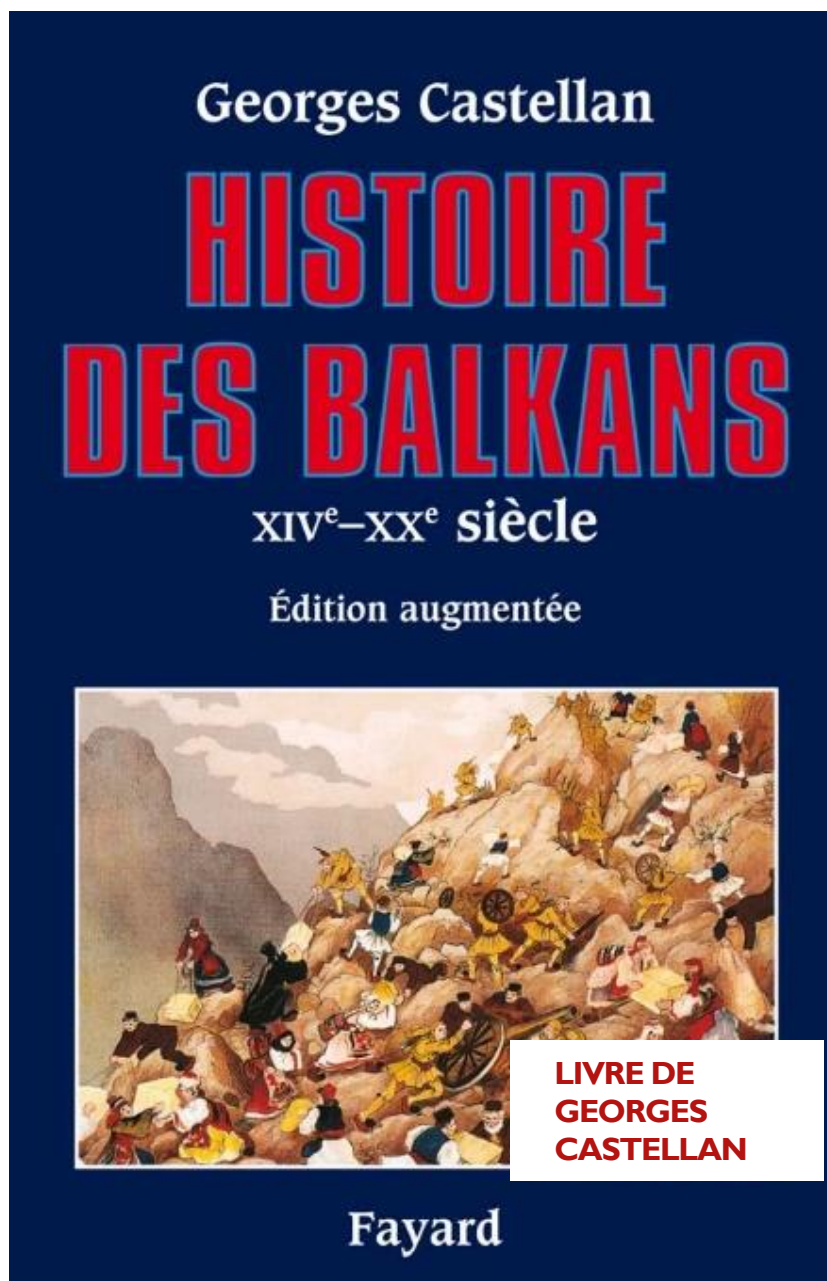


QUEL AVENIR POUR LES BALKANS ?

Dîner-débat avec

Georges CASTELLAN

Historien spécialiste de l'Europe orientale



PARCOURS

Georges Castellan (né le 26 septembre 1920) est un historien français du XXe siècle spécialiste de l'Europe centrale et orientale.

Il a été professeur de l'université Paris III, enseignant à l'Inalco (Langues'O), docteur honoris causa de l'université de Poznan et de l'université Humboldt de Berlin. Il a été éditeur du journal Allemagne d'aujourd'hui.

Il est chevalier de l'ordre national du Mérite.



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

LE CLUB STRATEGIES FRANCAISES



LE CLUB *stratégies françaises*

Le club de réflexion STRATEGIES FRANCAISES, fondé en 1997, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club stratégies françaises est dirigé et animé par Xavier Fos.



Xavier Fos

président de *stratégies françaises*

DES DEBATS ET DES RENCONTRES AUTOUR DE 4 THEMES



Réformes



Mondialisation



Questions
de société



Histoire

COMPRENDRE ET METTRE EN PERSPECTIVE LES STRATEGIES FRANCAISES

Depuis 1997, le club de réflexion *stratégies françaises* cherche à comprendre les voies et possibles de la politique française et de ses influences culturelles.

- ❖ **Réformes** : comprendre les enjeux, analyser les stratégies, décrypter les possibles.
- ❖ **Mondialisation** : face à son mouvement, analyser les évolutions et les conséquences, pour anticiper.
- ❖ **Questions de société** : analyser les débats qui animent la société et la transforment.
- ❖ **Histoire** : analyser à travers l'Histoire les stratégies individuelles ou collectives, pour comprendre.

Quelques rencontres du club de réflexion :

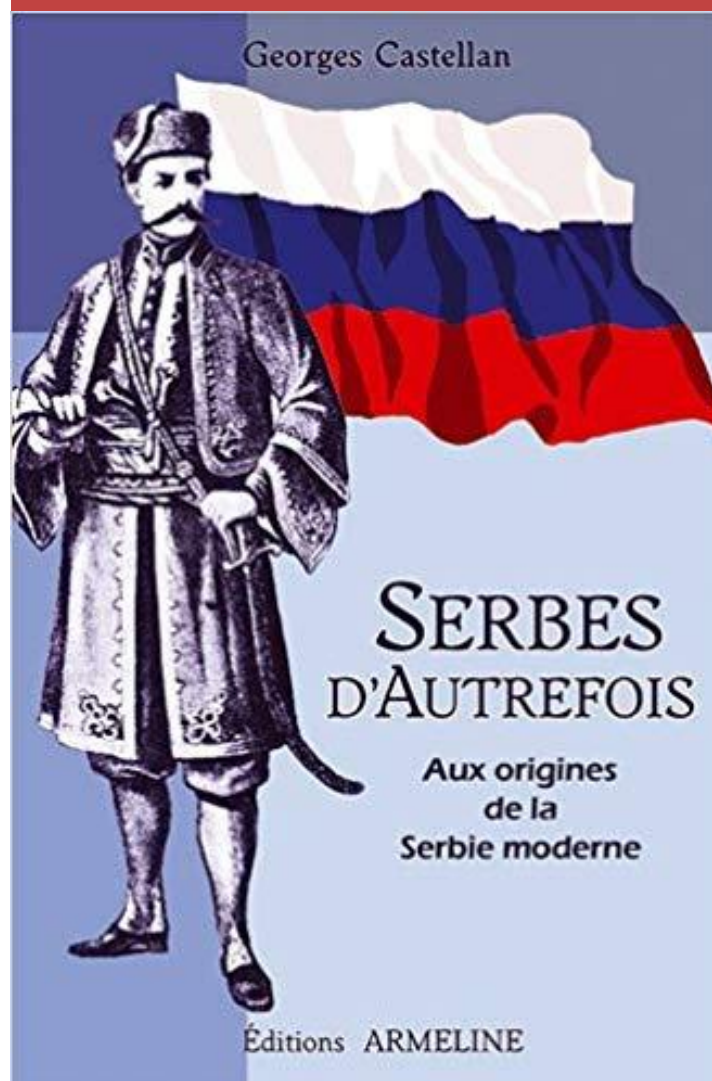
- ❖ **Réformes** : Jacques Attali, Jean-Paul Huchon, Camille Pascal, Yves Guéna, Michel Crozier, Eric Woerth, Michel Charasse, Corinne Lepage, Edmond Alphandéry, Edith Cresson, Pierre Truche, Roseline Bachelot...
- ❖ **Mondialisation** : Général Barrera, Hubert Védrine, Marie-France Garaud, François Heisbourg, Pierre Messmer, Jean-Bernard Raimond, Thierry de Beaucé, Jean-Pierre Chevènement...
- ❖ **Questions de société** : Jean-Marie Bockel, Julia Kristeva, Jean-Michel Fauvergue, Danielle Mitterrand, Jacques Vergès, Edgar Morin, Jean-Louis Bruguière, Claude Bessy, Jean-Michel di Falco, Gilles Clément, Jacques Séguela, ...
- ❖ **Histoire** : Michel Winock, Daniel Cordier, Emmanuel de Waresquiel, Simone Bertière, Rémi Brague, Jacques-Alain de Sédouy, Jean-Noël Jeanneney...

LES THEMES DE LA RENCONTRE AVEC GEORGES CASTELLAN



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

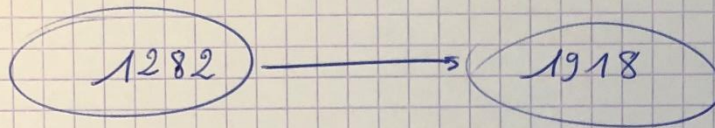


GEORGES
CASTELLAN.

L'HISTOIRE DES
BALKANS DU XIV^e
au XX^e SIÈCLE.

STRATEGIES FRANCAISES

Les Habsbourg, une famille pour un empire.



De Rodolphe I^{er} à Frédéric III : la conquête de la puissance.

En 1273, Rodolphe, comte de Habsbourg, fut élu

Roi DES ROMAINS

cela met fin à la crise du "Grand Interregne" qui permit au pape d'intervenir dans les candidatures à l'élection impériale.

en 1278, il vainquit le roi de Bohême

OTTOKAR II

ce qui lui permit de prendre possession de l'AUTRICHE et de la STYRIE

STRATEGIES FRANCAISES

Les Habsbourg, rois de Germanie
jusqu'à Frédéric III:

(2)

Rodolphe I^{er} 1273 - 1291

Albert I^{er} 1298 - 1308

Frédéric (autroi) 1313 - 1322

Albert II 1438 - 1439

Frédéric III 1440 - 1493.

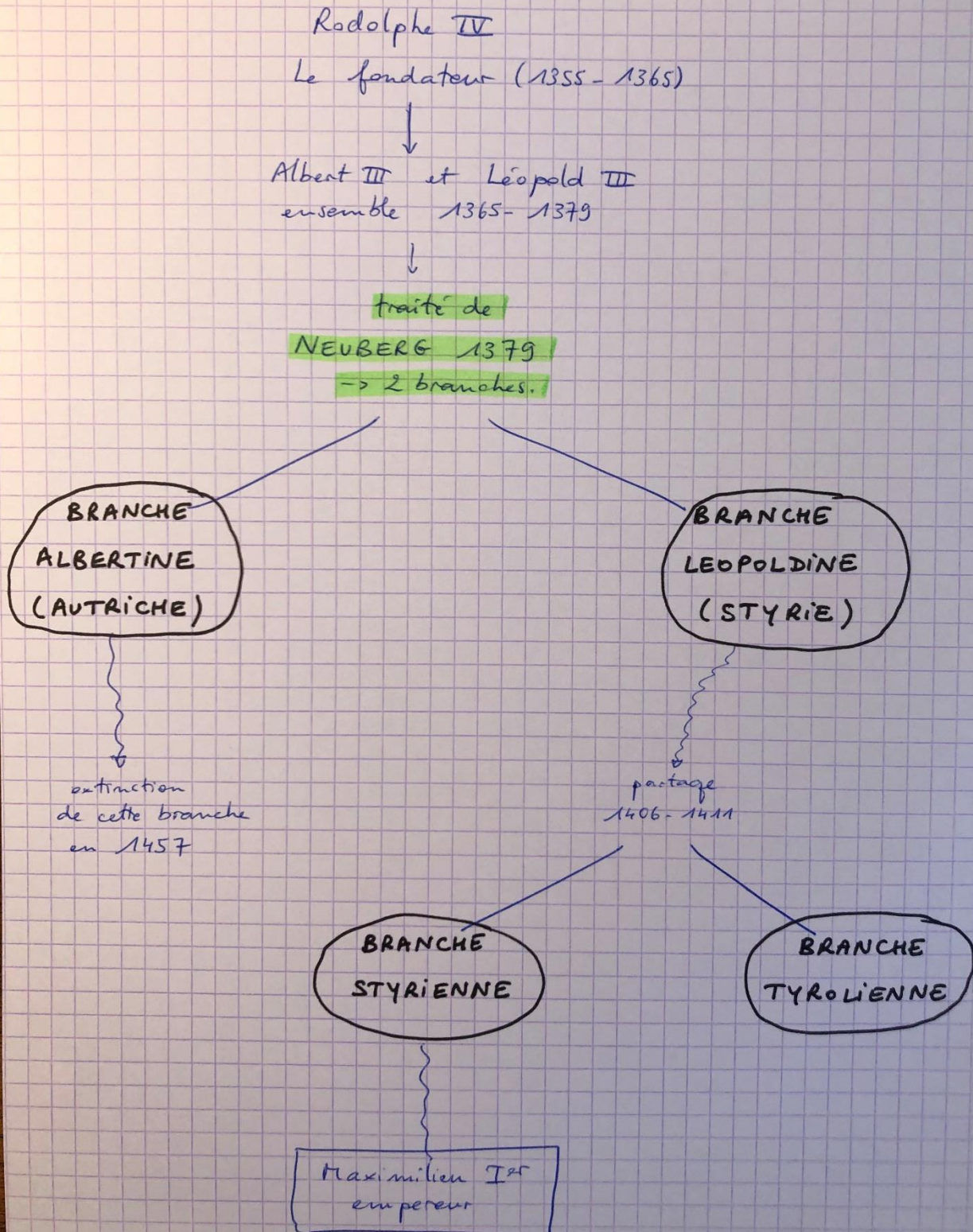
→ RODOLPHE IV LE FONDATEUR (1358 - 1365)

Pour justifier sa puissance parmi les princes allemands, Rodolphe IV prit le titre d'« archiduc palatin » et fit fabriquer des faux dont un "Privilegium Majus", attribué à l'empereur Barberousse, qui conférait à l'Autriche d'importants privilèges pour l'investiture de son duc et pour sa succession. Ayant annexé le sud du Tyrol, il marqua le doge de Venise en lui écrivant qu'il « contrôlait désormais toutes les routes entre l'Allemagne et l'Italie ».

STRATEGIES FRANCAISES

Les différentes branches de la maison
de Habsbourg de 1365 à 1490.

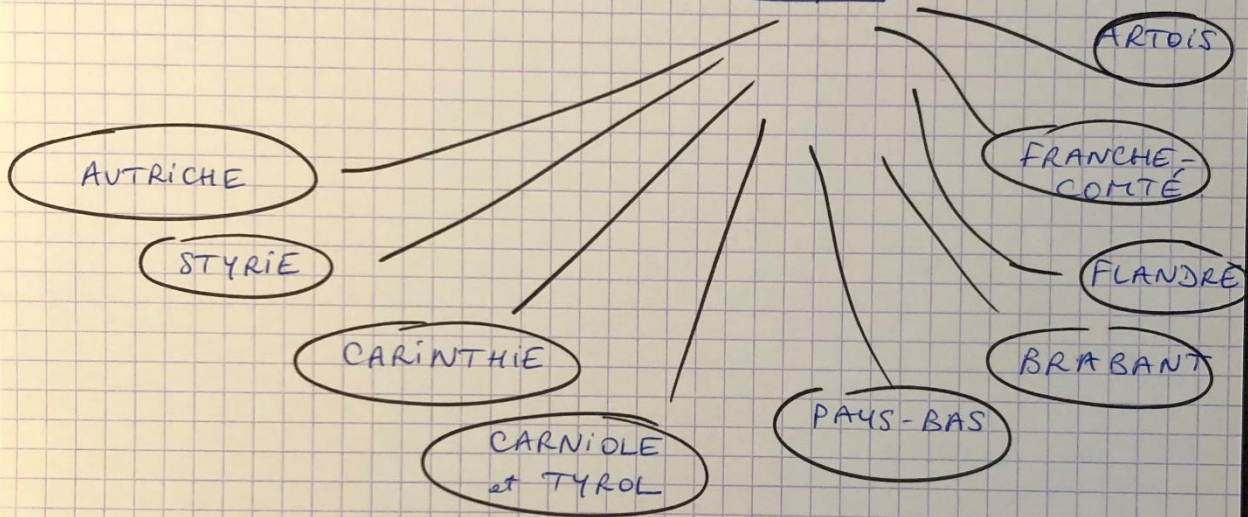
③



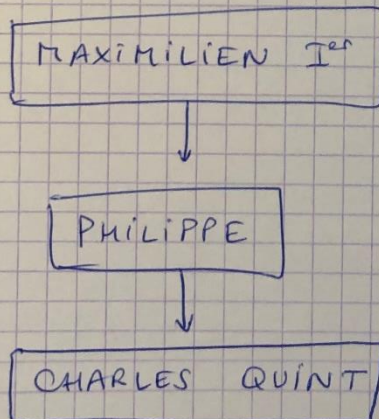
STRATEGIES FRANCAISES

De Maximilien I^{er} à Marie-Thérèse : la domination d'un immense empire.

La fin du XV^e siècle vit un formidable développement de la puissance de la famille. En 1477, le fils de Frédéric III, Maximilien, épousait Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire. élu roi des romains en 1486, puis couronné empereur en 1508, Maximilien I^{er} fut le maître d'un immense empire.



Il établit sa capitale - résidence à INNSBRUCK.



STRATEGIES FRANCAISES

(5)

CHARLES QUINT

élu empereur en 1519,
d'un territoire "sur lequel le soleil ne se
couchait jamais".

Il essaya de réaliser le vieux rêve
médiéval de l'UNITÉ DE LA CHRÉTIENTÉ;

MAIS

combattu tour à
tour par

les potentats
italiens

ses vassaux allemands
engagés dans les luttes
consécutives à la
Réforme

les rois de
France et
d'Angleterre

Il eut une série d'échecs, dont il tira lui-même
la conclusion en abdiquant tous ses pouvoirs en 1556
pour se retirer au monastère de Yuste en Castille.
L'idée de la monarchie universelle était morte :
les États de l'Europe entraient dans la phase
moderne des conflits nationaux.

STRATEGIES FRANCAISES

6

Charles Quint,
l'empereur partagea
le patrimoine des Habsbourg
entre

son frère
FERDINAND.

son fils
PHILIPPE.

branche allemande



avec la disparition de

LOUIS II JAGELLON,

naissait, en 1527,

la monarchie

danubienne, dont les Habsbourg
révraient depuis 2 siècles et qui
se réalisa dans les plus
mauvaises conditions, face à
l'hostilité de Turcs et d'une
partie de la noblesse
hongroise.

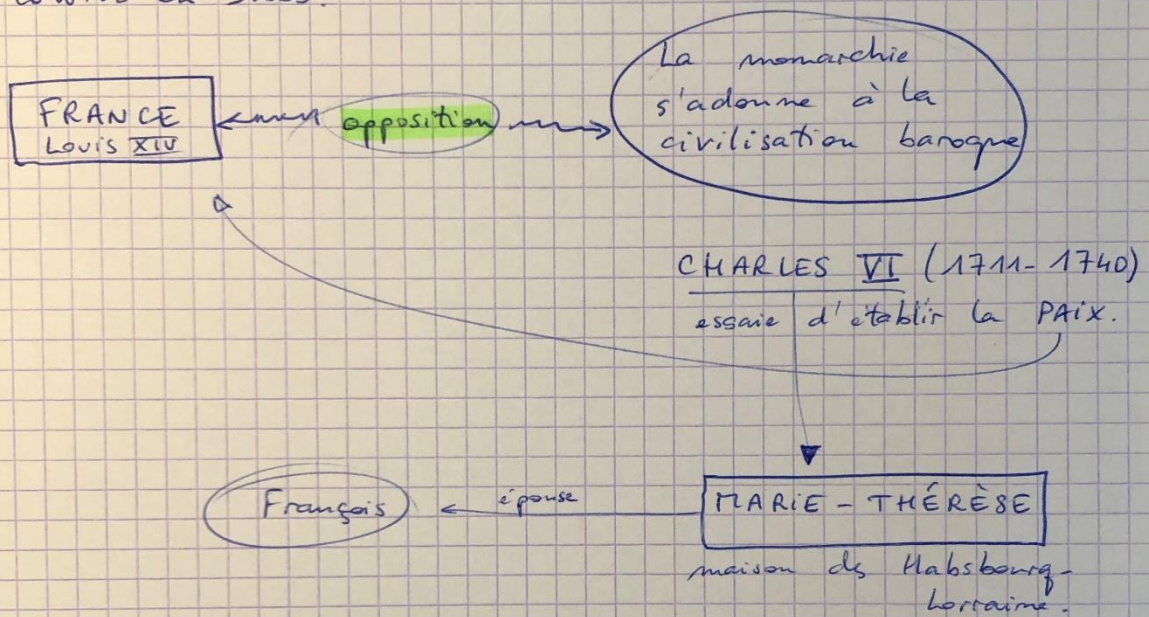
branche espagnole.

Philippe II s'établit
en 1559 en Castille.

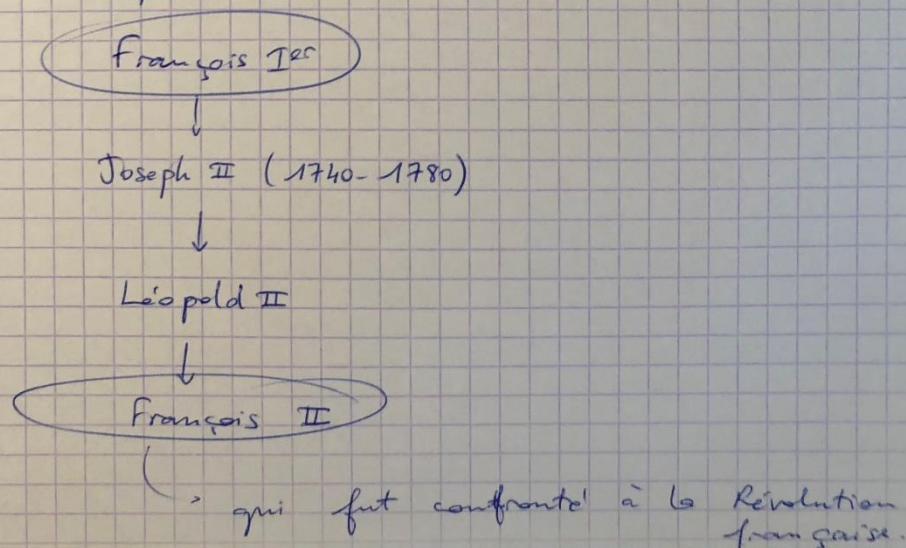
Sa politique impériale
connaît des échecs, en
France, en Angleterre et
surtout aux Pays-Bas, qui
se révoltèrent en 1566,
mais aussi des succès
(Lépante, annexion du
Portugal).

STRATEGIES FRANCAISES

(7)
Lorsque s'éteignit la branche espagnole, l'empereur Léopold I^{er}, qui régnait à Vienne, put acquérir les Pays-Bas, le Milanais, Naples et la Sicile, tandis que après leur siège infructueux de Vienne, les Ottomans, battus par le prince Eugène de Savoie, lui rendirent toute la Hongrie centrale par le traité de Karlowitz en 1699.



De François I^{er} à Charles I^{er} : un pouvoir de plus en plus menacé.



STRATEGIES FRANCAISES

8

La guerre éclata entre Paris et Vienne, et François II ne put sauver de la guillotine sa tante Marie-Antoinette, épouse de Louis XVI.

Le règne de Napoléon vint bouleverser l'organisation de l'Europe centrale.

François II, empereur du saint empire se transforme en

François I^{er}, empereur d'Autriche.

+

Chancelier Metternich

traité de Vienne 1815

son successeur arriéré mental

François-Joseph I^{er}
→ 1916

son fils Rodolphe se suicide en 1889, à Mayerling.

FRANÇOIS-FERDINAND

Assassiné à Sarajevo, en juin 1914.

Dossier

La guerre de Trente Ans L'EUROPE DÉCHIRÉE

26

L'engrenage du religieux
et du politique

par Charles Chauvin



31

Un continent
à feu et à sang

par Anne-Marie Balenbois

37

Westphalie-Pyrénées :
une nouvelle Europe

par Françoise Hildesheimer



Dans la mémoire collective allemande, le conflit qui se déroula de 1618 à 1648 apparaît à l'égal de la guerre de Cent Ans ou des guerres de Religion pour la France. Un traumatisme analogue à celui des Guerres mondiales, impliquant l'Europe entière, qui en sortira transformée. Les revendications politiques y avançaient toujours masquées derrière des professions de foi religieuses.



L'engrenage du religieux et du politique

Charles CHAUVIN

Emile Léonard, auteur de l'*Histoire générale du protestantisme* (PUF, 1970), écrit : «*La guerre de Trente Ans eut des origines moins spécifiquement religieuses, mais ses conséquences ne tardèrent pas à l'être au premier chef*». Cependant, ce qu'on a appelé — plus tard — la guerre de Trente Ans (1618-1648) se déroule incontestablement dans un contexte religieux plus évident que celui de la guerre de Cent Ans (1337-1453) ou de la guerre de Sept Ans (1757-1763). On peut oser affirmer

que les guerres de religion, qui durèrent une quarantaine d'années en France (jusqu'à l'édit de Nantes en 1598) à une époque où dans les territoires du Saint Empire romain germanique[♦] la paix régnait — au moins relativement —, se poursuivirent pour des raisons sensiblement analogues sur les bords de l'Elbe ou du Danube, à savoir les développements de la Réforme. En effet, même si la guerre a été déclenchée en Bohême par la Défenestration de Prague en 1618 (voir article suivant), elle s'étendit en Allemagne du Nord et du Sud, puis en Scandinavie et même en France. Or, même si le conflit a vite pris une dimen-

sion essentiellement politique et a modifié la carte de l'Europe, l'enjeu n'était-il pas de nature religieuse ?

Force est de remonter à 1517, la date de la publication à Wittenberg par Luther (avec ou sans affichage) de ses 95 thèses contre les indulgences. Sans qu'il l'eût prévu, Luther a provoqué une réaction aussi vive qu'immédiate de la part de Rome, qui l'excommunia comme hérétique, et de la part de l'empereur, qui le mit au ban de l'empire. Seule l'intervention du prince de Saxe lui a évité l'exécution et, dès les premières années qui ont suivi, ce qui est le grand événement des Temps modernes, la Réformation, a suscité des réactions religieuses et politiques.

À la suite de la publication de son *Traité sur la liberté chrétienne* de 1520, un de ses disciples, Thomas Müntzer, l'interpréta comme un appel à l'insurrec-

DOSSIER



23 mai 1618. Des nobles protestants assemblés au château royal de Prague pour régler un conflit d'importance assez mineure se débarrassent en les jetant par la fenêtre des envoyés de l'empereur catholique Mathias II. De proche en proche allait en naître la guerre de Trente Ans. Imagerie du 19^e siècle, Dresde. Ci-dessous. La Réforme avait créé au 16^e s. une situation nouvelle. Tableau de 1853, Luther brûle la bulle et les décrets pontificaux.



INFLUENCE DES JÉSUITES

Même si les capucins et d'autres ordres religieux ne sont pas inactifs dans la Contre-Réforme, ce sont les jésuites qui en sont les artisans les plus efficaces : conseillers et confesseurs des rois catholiques (Lamormain aux côtés de Ferdinand II, qui lui obéit les yeux fermés), controversistes et convertisseurs (Canisius et Bellarmin), prédicateurs et auteurs de nombreux catéchismes ou d'ouvrages de théologie, fondateurs de collèges (Ingolstadt) et d'universités catholiques (comme le *Clementinum* à Prague). Chassés quelques mois, durant le court règne de Frédéric V (1520), ils reviennent à la demande de Ferdinand II, considéré comme un des exécutants les plus zélés de la Contre-Réforme, œuvre des jésuites plus que des évêques.

C. C.

tion et se mit à la tête des paysans, dont la révolte fut féroce réprimée en 1525 (voir *Notre Histoire* n° 120). Dix ans plus tard, se réclamant des thèses millénaristes de la Réforme, des anabaptistes s'emparèrent du pouvoir à Münster et leurs protagonistes, Jean de Leyde et Bernhard Rothmann, furent arrêtés et exécutés. Luther a certes sévèrement condamné ces tragiques écarts ; mais, malgré qu'il en ait eu, l'unité de la chrétienté médiévale était brisée et, dans un premier temps, le pape, mais surtout l'empereur cherchèrent soit à combattre « l'hérésie », soit à battre les troupes qui se recommandaient des princes passés au luthéranisme.

C'est un des aspects les plus frappants de la politique de Charles Quint (1519-1556) : à partir de l'édit de Worms, l'empereur catholique tenta inlassablement de contenir les progrès du protes-

tantisme, puis d'obtenir une conciliation entre les deux « religions » (Confession d'Augsbourg, 1530). Il fit tout ensuite pour arracher au pape la réunion d'un concile, qui ne débuta qu'en 1545, sous Paul III, à Trente. Enfin, de guerre lasse, il s'efforça d'acheminer les protagonistes vers une certaine forme de liberté religieuse, dont la première manifestation fut l'Interim d'Augsbourg (1548), avant d'aboutir à la Paix du même lieu en

1555, qu'il ne signa pas, en laissant le soin à son frère et successeur Ferdinand I^{er}.

Les sujets

n'avaient que le droit

d'adopter la religion

de leur prince

ou de s'exiler

Les bénéficiaires de cette Paix d'Augsbourg étaient les seuls princes de ces quelque 390 États d'un empire tota- ▶

DOSSIER



Une gravure allemande célèbre (vers 1550) le triomphe de la réforme luthérienne : les trois personnes de la Trinité précipitent aux enfers le pape et les dignitaires ecclésiastiques en même temps que les Turcs. À gauche, Luther, Melancthon et Jan Hus conversent avec le prince électeur de Saxe.

Thomas Müntzer adopte dès 1519 la position de Luther. Mais il pousse à outrance les idées réformatrices et soulève les populations paysannes qu'il conduit à la révolte armée. Gravure du 19^e siècle.



lement morcelé, où, comme les protestants l'avaient demandé, s'appliquait le principe *cujus regio, ejus religio*, «tel territoire — ou souveraineté —, telle religion» (voir encadré). Même si l'expression ne figure pas dans le texte, c'est bien l'esprit des principales mesures de cette Diète[♦] où les autorités luthériennes, et elles seules, obtiennent la reconnaissance juridique du luthéranisme, qui s'étend de la Weser au Main, de la Pologne à la Baltique. «Le droit accordé aux princes de réformer l'Eglise à

l'intérieur de leur État signifiait uniquement qu'ils pourraient y substituer la confession d'Augsbourg à la confession catholique» (G. Pagès). Les sujets n'avaient que le choix de se soumettre ou de s'exiler avec (ou sans) leurs biens. On omet souvent de faire état d'un autre article, appelé *réserve ecclésiastique*, qui permet aux princes protestants de conserver les biens saisis par eux avant 1552, toute autre confiscation étant désormais interdite. Dès lors, l'Empire devait garantir l'une et

l'autre confessions.

Malgré l'apparente clarté de ces mesures, elles ne satisfaisaient aucun des deux camps et, de surcroît, les calvinistes étaient superbement ignorés. Mais désormais la carte de l'Europe était dessinée pour longtemps. Face au bloc protestant se dressait le parti catholique, soutenu par les Habsbourg d'Autriche et d'Espagne : essentiellement la Bavière et les trois évêchés du Rhin (Cologne, Trèves et Mayence). Deux raisons vont contraindre les divers courants luthériens à se rapprocher et à s'unir : le dynamisme des réformés de Genève (calvinistes) et le renouveau catholique découlant du Concile de Trente, achevé en 1563, puis suivi de la promulgation d'une Profession de foi et d'un Catéchisme, dont les hérauts seront essentiellement les jésuites (voir encadré).

En dépit de quelques avancées des luthériens, limitées par le progrès des calvinistes et la vigueur recouvrée des catholiques, il y aura peu de changement entre 1555 et 1617, date du premier centenaire de la proclamation de Wittenberg, sinon le passage de deux des quatre grands Electeurs[♦] au calvinisme, Frédéric III et l'Electeur du Brande-

DOSSIER

CUJUS REGIO, EJUS RELIGIO

«Le sujet suit la religion du prince» (P. Christophe). «Les sujets devaient accepter la confession de leur prince» (G. Pagès). «Ta religion, catholique ou luthérienne, doit s'identifier à celle du prince régional sur le territoire duquel tu résides» (E. Le Roy Ladurie). «Les sujets n'ont qu'un choix : se soumettre ou s'expatrier avec (ou sans) leurs biens. C'est l'amorce d'une religion d'État : une seule confession par État» (C. Chauvin).

bourg. C'est le début de la dissolution de l'Empire, que les hostilités prochaines vont contribuer à déstabiliser : c'est la période de l'enracinement en Europe des diverses confessions. Les Princes, chefs d'État en passe de devenir chefs d'Église, s'apprêtent à en découdre avec l'Empire.

La Bohême ?

Un royaume

mi-slave, mi-germanique

à majorité protestante

et minorité catholique

Or, nous le savons, la cause immédiate de la guerre de Trente Ans est la révolte pragoise de 1618. Comment en est-on arrivé là ? Le roi de Bohême régnait sur une population mi-slave, mi-germanique ; le royaume comprenait en outre la Moravie, la Silésie et les Lusaces. L'énigmatique Rodolphe II de Habsbourg († 1612), roi de Bohême depuis 1575 et empereur germanique depuis 1576, avait promu une politique centralisatrice qui mécontenta les États (nobles, chevaliers et villes). Le malaise politique avait les passions religieuses d'une majorité protestante, utraquiste



et antipapiste — en souvenir de Jan Hus (voir *Notre Histoire* n° 134), face à une minorité catholique qui, de fait, occupait tous les postes-clés. La Contre-Réforme[♦], qui pouvait compter sur l'ardeur des jésuites, inquiétait la communauté luthérienne.

En 1609, Rodolphe II, plus déiste que catholique, comme l'a si bien compris Grillparzer, concède à la majorité luthérienne un statut défini dans la *Lettre de majesté*, par laquelle il accorde, à la Bohême et autres terres, la liberté du culte utraquiste, tant désirée par l'aristocratie, qui défendait la civilisation tchèque. Les frères moraves[♦] et les luthériens s'entendent pour signer une *Confession tchèque* et obtiennent des catholiques une reconnaissance juri-

Le 25 juin 1530, les luthériens présentent à Charles Quint leur profession de foi. Le rejet par les autorités de cette Confession d'Augsbourg marque une rupture de plus avec les catholiques. Gravure de 1620.

dique. Les catholiques approuvent du bout des lèvres ce régime libéral qui accorde l'égalité des droits aux deux religions. En 1612, à la mort de l'empereur, ami des arts et des sciences, son frère Mathias II, impatient, lui succède et doit s'engager à respecter la *Lettre de majesté*, tout comme son cousin, huit ans plus tard, Ferdinand II de Styrie. Ce dernier,

DOSSIER



Un souverain indécis en matière religieuse, que Rodolphe II (1576-1612) de Habsbourg, figuré dans son cabinet d'alchimie sur cette gravure du début du 20^e siècle.

ancien élève des jésuites du collège d'Ingolstadt, catholique fervent, fanatique, pieux comme un moine, est détesté des protestants, même s'il a dû consentir, lors de son élection comme roi de Bohême en 1617, à reconnaître les droits des luthériens.

Un conflit éclate à l'occasion de la construction de deux églises protestantes, dont celle de Broumov sur le terrain d'une abbaye : ordre est donné de la démolir. Le jeune roi commet l'imprudence d'emprisonner les deux députés de la ville. Une poignée d'aristocrates protestants engage les hostilités, en décidant de s'en prendre à deux des gouverneurs impériaux et de les jeter par la fenêtre du palais royal (23 mai 1618). Ferdinand II réagit en matant la révolte, mais la Diète de Bohême déclare le roi déchu et la couronne est offerte au jeune Électeur pala-

tin Frédéric V, de confession protestante. Devenu «roi des Romains» (empereur germanique) en 1619, Ferdinand II décide en son âme et conscience d'intervenir et se prépare à la «recatholicisation» de la Bohême.

Se feront face deux armées : l'une assurant la défense des droits de l'Union évangélique[♦], créée en 1609 sous la direction des révoltés de Prague et du comte von Mansfeld, soutenus par les Provinces-Unies (Pays-Bas) et la plupart des princes protestants allemands ; l'autre soutenant la Sainte Ligue[♦] créée en 1608, qui rassemble l'Empereur, les princes catholiques dont le roi de Bavière, et même des princes luthériens anti-calvinistes, dont l'Électeur de Saxe

Jean-Georges I^{er} : cette coalition pourra compter sur l'appui de l'Espagne et, au début, de la France.

Comme l'écrit Olivier Chaline, «la révolte de 1618 est une crise politique entre le roi et la diète, mais cette situation politique est singulièrement compliquée par les particularités religieuses de la Couronne [l'ensemble des États de Bohême]». En conséquence, si la cause lointaine et immédiate de la guerre de Trente Ans est religieuse, elle coïncidera souvent avec les intérêts politiques des protagonistes. En fait ni Rome, ni Wittenberg, ni Genève n'auront de réelle influence : les décisions seront prises par des princes qui songent davantage à défendre leurs droits que leur foi !

L'EUROPE EN 1618



DOSSIER



Un continent à feu et à sang

Anne-Marie BALENBOIS

La guerre de Trente Ans n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : à maints égards, comme on l'a vu, la situation est explosive, de manière au moins latente, dans de nombreux pays d'Europe. L'entrée du calvinisme en Allemagne a fragilisé la paix d'Augsbourg (1555), tandis que la présence espagnole aux Pays-Bas, au nord et à l'est de la France, est de plus en plus insupportable aux populations locales et à leurs voisins immédiats... Après une première phase de conflit limitée à l'Empire germanique et aux États du nord jusqu'en 1635, tous les pays d'Europe occidentale finissent par entrer dans le conflit, jusqu'à ce qu'enfin un nouvel équilibre des forces soit trouvé, avec les traités de Westphalie en 1648 et des Pyrénées en 1659.

C'est donc du Saint Empire romain germanique que vient le déclenchement de la guerre, dans ses marches orientales. Après le règne du tolérant empereur Rodolphe II de Habsbourg, mort en 1612, la situation très délicate de l'équilibre religieux en Bohême est mal gérée par son frère Mathias II (empereur de 1612 à 1619) et par le successeur désigné de ce dernier, son cousin Ferdinand II de Styrie. Élu roi de Bohême (1617) et de Hongrie (1618) du vivant de Mathias, Ferdinand jure de respecter les privilèges politiques et religieux de ces deux pays, mais ses convictions catholiques proches du fanatisme religieux et sa tendance autocratique sont connues de tous et font craindre au parti protestant l'affaiblissement de ses positions.

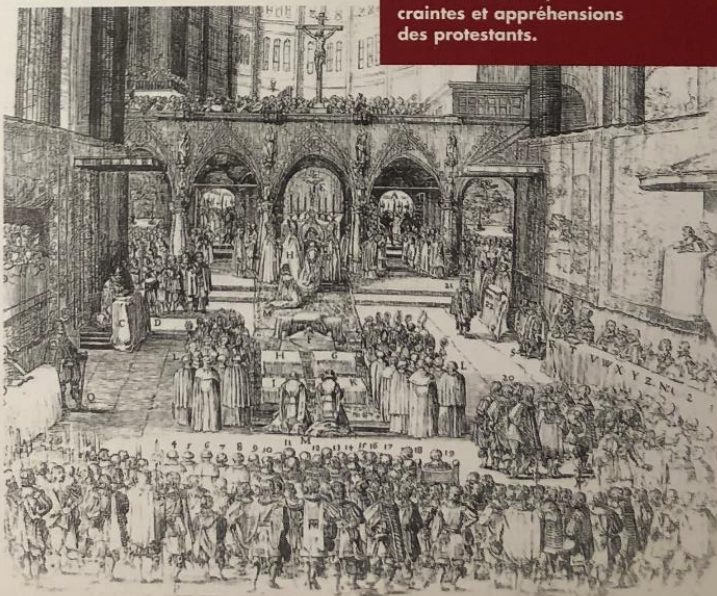
Le 23 mai 1618, en raison surtout de ce climat de méfiance réciproque, une centaine de nobles protestants s'assemble au château royal de Prague pour régler un litige concernant à l'origine la construction de deux temples sur des terres appartenant à la couronne. La discussion s'envenime rapidement, et deux

représentants du roi sont jetés par la fenêtre avec un secrétaire : c'est ce qu'on appelle la «Défenestration de Prague», qui marque le déclenchement d'une des guerres les plus meurtrières que l'Europe ait connue, à partir d'un prétexte somme toute assez mince.

Eux-mêmes surpris par une tournure des événements qu'ils n'avaient pas prévue, les conjurés se retrouvent bien embarrassés par la situation et ses conséquences possibles. Ils se dotent d'un nouveau gouvernement, le Directoire de Bohême, dont les premières mesures sont l'expulsion immédiate des jésuites et la confiscation des biens de plusieurs personnalités catholiques compromises. L'ensemble de la monarchie est touché, avec le soulèvement de la Haute-Autriche dont les responsables préconisent l'alliance avec les Turcs et l'abolition du servage. La Transylvanie se voit ensuite atteinte, amenant la constitution d'une sorte d'Europe danubienne, sous la forme d'une confédération avec laquelle un accommodement devenait impossible.

Isolé dans Vienne, âgé et malade,

Collection Viollet



Sacré Empereur en 1619, Ferdinand II passe pour un exécutant aveugle de la politique que lui dictent les jésuites, artisans zélés de la contre-réforme catholique. Une attitude propre à nourrir, non sans raisons, craintes et appréhensions des protestants.

l'empereur Mathias ne joue plus qu'un rôle passif jusqu'à sa mort en 1619. Cette situation fâcheuse aurait pu tourner à l'avantage des révoltés ; mais ils se révélèrent incapables de gérer la situation autant politique que militaire. Ferdinand de Styrie parvient même à se faire élire empereur à l'unanimité (donc avec les voix des électeurs protestants), sous le nom de Ferdinand II. Désormais officiellement empereur du Saint Empire romain germanique, il a davantage de poids sur la scène politique.

Dans le courant de l'année 1618-1619 se met en place le jeu des alliances entre différentes maisons européennes. De Prague, les révoltés cherchent l'appui de l'*Union évangélique* et proposent la couronne de Bohême au calviniste Frédéric V, l'Électeur palatin. En dehors de l'Empire, les puritains anglais soutiennent le parti protestant, même si le roi anglican Jacques I^{er} refuse une aide officielle à son gendre (Frédéric V a épousé Élisabeth Stuart). Les calvi-



Dans leur marche sur Prague, les troupes impériales de Ferdinand II, menées par Tilly, remportent la victoire de la Montagne Blanche (5 novembre 1620). Elle permet à l'Empereur de se livrer en Bohême à une répression féroce — exécutions, confiscations de biens — contre les protestants.

nistes hollandais se montrent eux aussi prêts à soutenir cette cause, d'autant plus que les Provinces-Unies attendent toujours la reconnaissance officielle de leur indépendance, malgré des décennies de guerres permanentes. Venise et la Savoie se mettent aussi du côté de la rébellion, toujours à cause de cette prédominance habsbourgeoise, qu'elle soit espagnole ou allemande.

Frédéric V n'était pas à la hauteur du rôle qu'on lui offrait. Élu roi de Bohême malgré la présence de 10% seulement des membres électeurs, il avait peu de pouvoir, mais il eut le temps de rendre très impopulaire le calvinisme dans ce pays. De plus, la noblesse de Bohême ne voulut pas s'engager directement et leva une armée de mercenaires sans idéal autre que le profit.

De l'autre côté, tandis que Louis XIII en France se contente d'offrir sa médiation, seuls les rois d'Espagne et de Pologne, ainsi que l'archiduc Albert,

suzerain des Pays-Bas, soutiennent l'empereur Ferdinand. Les troupes de la *Sainte Ligue* catholique (surtout celles du duc de Bavière) se portent aux côtés des impériaux pour marcher sur Prague, avec à leur tête Tilly, un condottiere wallon. Le 5 novembre 1620, ils arrivent devant la Montagne Blanche, à l'ouest de la capitale de Bohême, pour un épisode sans gloire de l'histoire militaire, mais qui pèsera lourd sur la suite des événements : peu de morts, mais une débâcle quasi immédiate des armées protestantes, avec la fuite de Frédéric V.

Dans le monde catholique, on présente cette victoire à l'égal de celle de Lépante (bataille navale décisive contre les Turcs en 1571), et Ferdinand put faire son entrée à Prague et réorganiser la Bohême. Avec l'exécution de vingt-sept nobles et la confiscation des biens de nombreux autres, la répression renversa l'équilibre des forces. L'empereur redistribua les terres à ses fidèles, ce qui brisa la puissance politique des vieilles familles de Bohême. La Haute-Autriche subit l'occupation des Bavarois, avec une restauration du catholicisme si dure qu'elle déclencha une importante révolte paysanne, réprimée entre 1625 et 1628. En Hongrie, le dernier roi élu par la Diète à dominante protestante, Gabriel Bethlen, préféra renoncer à sa couronne en devenant prince du Saint Empire, et la reconquête catholique — visant principale-

ment la noblesse — se fit dans le calme.

Dans l'Empire, Ferdinand II se montra moins habile pour conclure. Il commença par confisquer le Palatinat et déchoir Frédéric V de ses droits, conférant la dignité de membre électeur à Maximilien de Bavière sans même convoquer la Diète impériale, ce qui représentait une violation flagrante du droit germanique. De nombreux princes européens, qui n'avaient pas soutenu Frédéric V auparavant, se montrèrent inquiets de cette montée de l'autocratie, et le théâtre des opérations gagna l'Allemagne du Nord.

Ferdinand II

se croit l'instrument

de la volonté divine

et de la restauration

du catholicisme

Après des contacts prometteurs avec les souverains d'Angleterre et de Suède, c'est le roi du Danemark, Christian IV,

DOSSIER

inquiet des visées impériales, qui se décide à intervenir. Il est battu d'abord par Tilly en Basse-Saxe, puis surtout par Wallenstein, brillant chef de guerre au service de Ferdinand II, devenu un riche seigneur ayant largement profité des confiscations tchèques. En 1627, les impériaux ravagent l'Allemagne du Nord, envahissent la Poméranie, le Mecklembourg et le Jutland, s'arrêtant seulement devant Stralsund et les îles danoises. Comme le Palatinat, le Mecklembourg est confisqué et Christian IV ne dut qu'au soutien diplomatique de l'Angleterre, des Provinces-Unies et de la Suède de signer une paix honorable, où il s'engageait cependant à ne plus intervenir dans l'Empire.

Ferdinand II, persuadé d'être l'instrument de la volonté divine, croit alors possible une restauration générale du catholicisme et de la puissance impériale, en liaison avec les Habsbourg d'Espagne. Tirailé par ses conseillers les plus proches, l'empereur promulgue, le 25 mars 1629, l'*Édit de restitution* qui provoque de grandes inquiétudes et un fort mécontentement, même chez certains catholiques qui le jugent peu réaliste. L'édit prévoit la restitution des biens d'Église confisqués depuis 1552, interdit le calvinisme dans tout l'Empire, garantissant seulement l'exercice de la confession d'Augsbourg (luthérienne) aux princes laïcs.

Du côté de la Baltique, où les souverains sont tous protestants, Ferdinand demande à Wallenstein de construire une flotte de guerre. Tout l'équilibre commercial de cette région est menacé, car au-delà des craintes religieuses, les Hollandais et les autres marchands qui contrôlent les échanges dans la Baltique perçoivent derrière cette mesure la volonté de Philippe IV d'Espagne d'agir en sous-main, afin de ruiner leurs positions. Les Habsbourg deviennent trop menaçants et, lors de la diète de Ratisbonne (1630), les électeurs refusent d'élire roi des Romains (empereur germanique) le fils de Ferdinand et l'obligent à congédier Wallenstein ainsi qu'à licencier son armée. Ferdinand II maintient cependant l'*Édit de restitution*, toujours convaincu que sa mission divine est de rétablir le catholicisme, mais sans

Comme lors de toutes les guerres, de grands « progrès » furent accomplis pendant la première moitié du 17^e siècle en matière militaire. Maurice de Nassau aux Pays-Bas et surtout Gustave-Adolphe de Suède ont modernisé l'artillerie de campagne en la dotant de pièces plus légères, donc plus faciles à déplacer. Ils ont aussi remodelé le carré d'infanterie en allongeant la ligne.

En revanche, la bataille rangée reste un choc frontal qui ne nécessite pas de manœuvres. Au centre, l'infanterie est appuyée par l'artillerie légère, avec les cuirassiers sur les ailes. La cavalerie lourde, en chargeant, est censée remporter la victoire, mais au prix de lourdes pertes : c'est ainsi que Gustave-Adolphe a trouvé la mort à Lützen.

Ces cavaliers sont équipés du harnois complet, mais qui évolue en s'allégeant au cours des années : les jambières de métal deviennent de hautes bottes souples, et le plastron retrouve une taille haute avec des cuissards métalliques. Dans l'armement individuel, les armes à feu portatives se généralisent, avec le mousquet à mèche que l'on ajuste au moyen d'un support. Pistolets et carabines sont moins répandus, parce que plus onéreux, plutôt réservés à la cavalerie légère. Le mécanisme à rouet, prédominant jusque vers 1640, est peu à peu supplanté par la platine à silex, qui restera en usage jusqu'au début du 19^e siècle.

A.-M. B.

réaliser qu'il n'en a plus les moyens : Wallenstein était le seul capable de l'aider à appliquer sa politique. L'empereur se retrouve ainsi démuné devant une Allemagne divisée, mais qui redoute par-dessus tout l'hégémonie des Habsbourg.

À la tête de cette nouvelle coalition de mécontents se dresse « le lion du Nord », le roi de Suède Gustave II Adolphe, qui souhaite à la fois défendre le protestantisme (c'est un luthérien convaincu) et l'indépendance suédoise. Le manque d'argent de la Suède est compensé par l'apport de la France, qui s'engage à lui fournir 400 000 écus par an. La guerre éclate de nouveau en mai 1631, après le sac de Magdebourg par les troupes de la Ligue catholique sous la direction de

Tilly. Malgré l'habitude des horreurs de la guerre (voir encadré), la destruction de cette ville de 20 000 habitants fit l'effet d'un coup de tonnerre : l'Électeur de Saxe et celui de Brandebourg se joignent alors à Gustave-Adolphe, qui écrase les impériaux à Breitenfeld, le 17 septembre 1631. La déroute de Ferdinand II est complète. Les Saxons pénètrent dans Prague et le roi de Suède emmène ses troupes en Rhénanie, occupe Manheim, Francfort, Heidelberg, Mayence, lance des raids en Alsace (ce qui inquiète Richelieu) et ravage la Bavière. Totalement désespéré, l'empereur se tourne à nouveau vers Wallenstein et lui confie, avec les pleins pouvoirs, la mission de recruter des troupes. ▶



ARMEMENT ET TACTIQUE



J.-L. Charnet

Une collection d'armes de l'époque, sur cette allégorie de la guerre peinte dans l'atelier de Hendrik Van Balen le Vieux (1575-1632). Musée de Bernay.



DOSSIER

DIX MILLIONS DE MORTS

16 à 20 millions d'habitants dans le Saint Empire vers 1600, 6 à 7 millions vers 1650 : la guerre de Trente Ans est bien la plus meurtrière que l'Europe ait connue, dont l'Allemagne a durablement gardé le souvenir. Ces dix à douze millions de disparus (sans compter le déficit des naissances qui a suivi), sont en majorité les populations civiles, principales victimes du conflit. Malheur à qui se trouvait sur le passage des troupes... Le plus frappant est la destruction des villes, dont les habitants sont massacrés si la garnison a tardé à se rendre. Leur liste impressionnante ne représente pourtant qu'une petite partie des pertes humaines, car les campagnes ont subi le passage des mercenaires de toutes nationalités, mal payés et mal nourris (voire pas du tout), et qui pillaient, torturaient, violaient et tuaient sans distinction. À ces morts directes s'ajoutent celles dues à la famine qui suivait le passage des armées. Ceux qui échappaient aux soldats se trouvaient sans aucune subsistance, puisque tout avait été pillé. Souffrant de malnutrition, les populations affaiblies sont ensuite touchées par les épidémies qui prolifèrent sur ce terreau fertile.

En Poméranie et en Mecklembourg, la population aurait baissé de 65% d'après l'historien allemand Franz. Dans ce dernier duché, un général suédois reconnaît «qu'il n'existe plus rien que du sable et de l'air : tout est ravagé jusqu'au sol, les villages et la campagne sont remplis de bêtes crevées, les maisons sont pleines de cadavres humains, la misère est impossible à décrire».

Toutes transformées en champs de bataille, pas une région d'Europe qui n'eut à souffrir. Et notamment la Lorraine. Gravure de J. Callot.



Les deux armées s'affrontent à Lützen (Saxe), en 1632, dans un combat acharné au cours duquel Gustave-Adolphe est tué à la tête de sa cavalerie. Perte irréparable pour la Suède : il ne laisse qu'une fille âgée de cinq ans pour lui succéder et deux chefs de guerre qui ne sauront pas le remplacer. Seul le chancelier suédois Oxenstierna se montre le continuateur de sa politique. Avec la mort du roi de Suède, les deux camps se retrouvent à égalité et resserrent leurs alliances, française pour les Suédois, espagnole pour les impériaux. Le Cardinal-Infant (gouverneur des Pays-Bas) et son cousin Ferdinand (le fils de l'empereur) battent les Suédois à Nördlingen (Bavière) en 1634. Ferdinand II exploite habilement cette victoire en accordant des concessions sur l'exercice du culte luthérien en Silésie, renonce à l'Édit de restitution pour la Saxe et parvient ainsi à signer la paix de Prague (1635), qui marque un tournant dans la guerre de Trente Ans.

L'Empire paraît sur le point de trouver enfin la paix ; mais, au moment même où on la signe à Prague, Louis XIII déclare la guerre à l'Espagne. Les historiens allemands ont jugé sévèrement cette initiative, qui relance le conflit et ses ravages pour de longues années encore. Pourtant, le roi de France et surtout son



Allié de la France, qui le soutint de ses subsides avant de s'engager dans la guerre, et quoiqu'il fût protestant, le roi de Suède Gustave-Adolphe est tué en 1632 à la bataille de Lützen, au cours d'une charge de cavalerie. La montée en puissance de son pays subit un coup d'arrêt.

STRATEGIES FRANCAISES

DOSSIER



ministre Richelieu n'étaient pas les seuls à vouloir lutter contre l'ambition et l'autocratie grandissant de la Maison d'Autriche.

En 1637, Ferdinand II meurt, ayant pu faire élire auparavant son fils roi des Romains, donc futur empereur. Ferdinand III se montre le digne continuateur de la politique paternelle, avec en plus une réelle compétence militaire. Pour la France, qui a enfin les mains libres après la disparition du parti protestant en 1629, l'Empire n'est pas le principal théâtre des opérations. Richelieu redoute l'encerclement du royaume par les possessions espagnoles, ainsi que la progression des Habsbourg en Italie. Depuis 1624 déjà, Richelieu s'est efforcé de blo-

quer l'Espagne, en utilisant surtout la diplomatie dans un premier temps, mais sans grand succès : le duché de Juliers (Rhénanie septentrionale), le Palatinat, la Valteline (frontière italo-suisse) sont autant de territoires qui passent sous le contrôle de l'Espagne et qui lui permettent de faire circuler ses troupes. Le ministre Olivares peut de nouveau envoyer ses terribles *tercios* ravager — une fois de plus — les Provinces-Unies, dont il n'a pas admis la sécession. La France craint aussi que la Suisse ne passe tout entière au service de l'Espagne.

C'est en Italie, à Mantoue, que se cristallisent les oppositions : la France soutient les prétentions de Charles de Gonzague-Nevers contre le candidat de

l'empereur, suzerain du duché. Irrémédiablement saccagée par les troupes de l'empereur, Mantoue est finalement laissée aux Français, selon le traité de Cherasco (1631). Le jeune Mazarin, qui apparaît sur la scène internationale lors des négociations, récupère en outre la forteresse de Pignerol (Piémont). Plus au nord, Richelieu fait occuper la Lorraine, mais se contente encore d'envoyer des subsides aux Hollandais.

La politique de la France consiste à se défendre contre la tactique d'enfermement menée par l'Espagne, problème réel qui remonte à Charles Quint. La paix de Prague ne peut donc constituer un aboutissement pour Richelieu, qui profite de l'enlèvement de l'archevêque-électeur

L'EUROPE CENTRALE 1618-1648





AKG Photo/ Paris

À l'âge de 22 ans, celui que l'histoire marquera du qualificatif de «Grand Condé» remporte à la tête des armées françaises la brillante victoire de Rocroi (19 mai 1643) contre les redoutables Espagnols. Tableau de 1840, Versailles, Galerie des Batailles.

de Trèves par des soldats espagnols pour déclarer la guerre. Les troupes françaises pénètrent en Franche-Comté — terre d'Empire — en 1636 ; mais les Croates de Jean de Werth, alliés de l'Espagne, parviennent jusqu'à Pontoise la même année. Les armées françaises ont, dans un premier temps, des difficultés à s'organiser. L'argent manque pour entretenir des troupes aguerries à la fois sur les Pyrénées (en Catalogne), au Piémont, en Rhénanie, en Lorraine et aux Pays-Bas. La situation ne se retourne qu'en 1643, avec la victoire de Condé à Rocroi (Ardennes), où la France montre avec éclat qu'il est possible d'abattre les ter-

cios espagnols.

Affaiblie par cette défaite, l'Espagne doit en outre faire face à des insurrections au Portugal et en Catalogne. Les succès militaires français inquiètent les Hollandais, qui craignent une conquête des Pays-Bas par Mazarin. En janvier 1648, une paix séparée est signée, reconnaissant enfin l'indépendance des Provinces-Unies et permettant à l'Espagne de retourner ses armées des Flandres vers la France. Malgré la Fronde[♦] qui débute, Condé remporte encore la bataille de Lens sur l'archiduc Léopold-Guillaume. La France négocie alors à Münster (Westphalie) les premières dispositions de la paix, où l'un de ses premiers objectifs est de séparer l'Espagne de l'Allemagne.

Sur les terres d'Empire, la France a annexé *de facto* la Lorraine, entretient des garnisons en Alsace et se préoccupe de maintenir la Suède dans la guerre, ainsi que de soutenir les princes allemands révoltés. Bernard de Saxe-

Weimar, puis après sa mort le maréchal de Guébriant, enfin Turenne à partir de 1643, prennent la direction des troupes qu'ils emmènent à la victoire. À partir de 1644, Turenne (protestant lui-même) fait preuve d'éclatantes qualités militaires, libère la rive gauche du Rhin, prend Philippsburg (Bade), ravage la Souabe et s'associe aux Suédois pour certaines opérations. C'est lui l'artisan de la victoire définitive en Allemagne avec les batailles de Nördlingen et de Zusmarshausen, qui ouvrent la Bavière et la route de Vienne aux Français. Ferdinand III, qui est également battu par les Suédois en Bohême et qui doit faire face au soulèvement de la Hongrie, est ainsi contraint aux négociations.

Entre Münster et Osnabrück, deux villes westphaliennes «neutralisées», de 1644 à 1648, c'est une armée de diplomates qui prend le relais, représentant toutes les puissances européennes, à l'exception de la Russie, de l'Angleterre et de l'empire Ottoman.

DOSSIER

Westphalie-Pyrénées : une nouvelle Europe

Françoise HILDESHEIMER

Les historiens ont coutume de considérer les traités de Westphalie comme la première paix véritablement européenne, même s'ils concernent essentiellement les affaires allemandes. Plus généralement, guerre et paix sont au cœur de l'organisation sociale, et certaines sociétés sont organisées en fonction de la guerre, alors que d'autres le sont autour de la paix. Le passage d'un stade à l'autre correspond à la construction de l'État dit moderne, un État froid et réducteur, à l'obéissance auquel on associe sans hésiter, pour la France, Richelieu. Violence, guerre et État ont ainsi partie liée, et cela dans le cadre du processus de discipline nécessaire pour que la raison puisse faire barrage aux passions. Et, au cœur de tous

ces thèmes, on retrouve la figure politique du Cardinal.

La politique de Richelieu, en matière étrangère, fut dominée par la nécessité de briser l'encerclement du royaume de France par les Habsbourg d'Autriche et d'Espagne. Pour ce faire, à l'intérieur de ce qui est à l'origine une guerre de religion, il engage le «Roi très chrétien» — dans la lignée de la politique de François I^{er} et d'Henri IV — dans des alliances controversées avec les puissances protestantes. Dans un premier temps, il tempore et promeut la «guerre couverte», c'est-à-dire le soutien aux ennemis de l'empereur sans engagement direct de la France. Le Cardinal ne se résignera à la déclarer officiellement qu'une fois tous les autres moyens épuisés : la déclaration de guerre, très solennellement notifiée au roi d'Espagne le 19 mai 1635, fait passer la France à la «guerre ouverte».

Si la paix est reconnue par l'historiographie comme étant l'une des parties inachevées de l'œuvre de Richelieu, les témoignages contemporains sont nombreux qui affirment qu'elle fut bien l'un de ses principaux objectifs. Aubery, son premier biographe, écrit à ce sujet : *«Il est indubitable qu'il n'avait point de plus forte passion que de faire la paix générale, aux conditions les plus honorables et plus glorieuses pour la France, ayant dit plusieurs fois qu'il ne mourroit jamais content qu'il ne l'eust signée»*. On sait qu'il en posera les bases, mais ne la verra pas, et qu'elle était considérée comme acquise sans qu'on puisse en préciser exactement la date au moment de la rédaction de son *Testament politique*, dont la table en laisse la date en blanc et dont le texte parle comme si elle était déjà conclue. On peut encore convoquer à la barre un témoin privilégié, le Père Joseph (son conseiller intime, dit «l'Éminence grise»), qui, le 8 mai 1635, écrivait : *«La vraye intention du Roy est de faire plustost que ce pourra une paix générale avec garantie mutuelle pour l'advenir, ce qui seroit comme un siècle* ▶

Au cours des nombreux actes diplomatiques englobés sous le terme général de «Traité de Westphalie», le 15 mai 1648 les plénipotentiaires reconnaissent solennellement l'indépendance des Provinces-Unies, calvinistes, dégagées de la tutelle catholique des Habsbourg d'Espagne. Tableau du contemporain Gerard Ter Borch. Londres, National Gallery.



AKG Photo/Paris



C'est alors que les hostilités se poursuivent entre la France et l'Espagne, libérée de tout engagement aux Provinces-Unies, que l'Angleterre, jusqu'alors demeurée en marge des conflits, entre à son tour dans la guerre aux dépens de la France et se saisit de Dunkerque. Fresque de S. Leconte (1659-94), musée Condé de Chantilly.

d'or et comme le temps d'Auguste. Le moyen qu'il tient pour cela est d'appuyer toutes sortes de bonnes négociations et ouvertures de paix avec plusieurs armées».

En 1642, la mort avait interrompu l'action politique du Cardinal avant que ce but ait été formellement atteint ; il est défini sous sa plume comme «une bonne paix qui assure le repos pour l'avenir», et la négociation en est le moyen qui doit la faire aboutir à la gloire du roi et à l'avantage de l'État. Une Espagnole, Anne d'Autriche, reine régente, et un Italien, Mazarin, prennent alors la charge du gouvernement de la France et, contre toute attente, poursuivent la politique de Richelieu, alors que la guerre née dans l'Empire s'y prolongeait et que l'Empereur se préoccupait de trouver une solution qui assouvisse le désir de paix de l'opinion et accorde à la France et à la Suède des «satisfactions» suffisantes. Cependant la France confortée par la vic-

toire de Rocroi, le 19 mai 1643 — juste cinq jours après la mort de Louis XIII — transportait ses interventions vers la Catalogne soulevée contre l'Espagne et poursuivait les opérations en Alsace, aux Pays-Bas et en Italie. La guerre avait ruiné les pays allemands, qui ne retrouvèrent leur niveau de population de 1600 qu'à la fin du siècle et, à partir de 1640, s'y négocient des accords locaux.

Deux localités de Westphalie, éloignées de quelque 45 kilomètres, avaient été désignées dès 1641 comme lieux des négociations, qui s'ouvrirent en décembre 1644 : Münster où s'installèrent les catholiques et Osnabrück où s'établirent les protestants, au total plusieurs milliers de personnes. Les pourparlers s'y déroulent sous l'influence du sort des armes, dont Mazarin tient le plus grand compte (les succès de Turenne en Allemagne en dépit de la mutinerie de l'armée, la victoire de Condé sur les Espagnols à Lens). La longueur des négociations est encore liée aux aléas des courriers, porteurs d'instructions et de comptes-rendus sujets à vols, interceptions, espionnage (deux semaines sont en moyenne nécessaires pour que les négociateurs français obtiennent une réponse de Mazarin à leurs mémoires).

La paix dite «de Westphalie» fut signée le 24 octobre 1648. Les négociations, menées sous la médiation du pape

et de Venise, avaient nécessité 179 plénipotentiaires, représentant 194 souverainetés européennes (16 États européens, 104 États d'Empire, 38 principautés ou villes). Conduite par Abel Servien, fidèle de Richelieu, et le comte d'Avaux, diplomate de carrière, la délégation française était sous la direction formelle du duc de Longueville ; elle comptait 420 personnes.

Les traités consacrent la victoire de la politique de la France contre les Habsbourg

Le 30 janvier 1648, au grand dam de la France, un accord séparé avait été conclu entre l'Espagne et les Provinces-Unies, qui se voient reconnaître leur indépendance, une paix qui libère l'Espagne et l'incite à continuer la guerre contre la France (voir article précédent). En

DOSSIER

revanche, l'empereur germanique se résout à la paix. En 1648 est signé, à Münster, un traité entre l'empereur et la Suède, qui reçoit des territoires lui donnant le contrôle des bouches des grands fleuves allemands (Oder, Elbe, Weser) et font de son roi un prince d'Empire siégeant à la Diète ; à Osnabrück est conclu un traité entre l'empereur et la France. Les principales dispositions territoriales de ce dernier sont les suivantes : l'empereur reconnaît l'occupation française des Trois Évêchés (Metz, Toul et Verdun), la possession par la France des droits attachés à l'Alsace (à l'exception de Strasbourg, ville d'Empire, et de Mulhouse, alliée de la Confédération helvétique), la possession de Brisach sur la rive droite du Rhin et de Philippsburg près de Spire, qui lui ouvrait une porte d'entrée en Allemagne.

En fait, si la France atteint désormais le Rhin, la situation de l'Alsace reste épineuse ; c'est une véritable mosaïque de droits et de fiefs, et la clarification ne viendra qu'avec les coups de force de Louis XIV qui imposera son droit dans les années 1673-1681. La situation de la Lorraine reste en suspens, ainsi que toutes les questions relatives à l'Espagne avec qui la guerre se poursuit.

Les traités de Westphalie sont considérés comme consacrant la victoire de la politique française et l'échec des Habsbourg de Vienne, avec l'affaiblissement de l'autorité impériale qui en découle, du fait du renforcement des pouvoirs des princes allemands et de la possibilité donnée à la France et à la Suède — instituées garantes de l'exécution des traités — d'intervenir dans les affaires allemandes.

Avant tout, ces traités sont un règlement de la question impériale, qui était à l'origine de la guerre de Trente Ans, et constituent une loi d'Empire (*Constitutio westphalica*) qui règle le fonctionnement de la Diète, accorde aux États allemands la souveraineté et reconnaît le calvinisme, à côté du catholicisme et du luthéranisme, sur la base de la situation en 1624. L'Empire survit, mais n'a pu réaliser son rêve de grande monarchie moderne ; sa situation intérieure est stabilisée, mais le pape proteste contre l'entérinement d'une situation qu'il ne peut



J.-L. Charnet

approuver, puisqu'elle met fin à l'unité de la chrétienté et à l'idéal de restauration du catholicisme en sanctionnant la division religieuse de l'Allemagne.

Fêtés dans les Provinces-Unies puis dans l'Empire, les traités passent presque inaperçus en France, où ils semblent moins considérables que les troubles intérieurs. On y reproche même à Mazarin les avantages reconnus aux protestants. La véritable paix pour le pays est encore à venir et met en cause l'Espagne, à laquelle pour l'instant la situation est favorable. Les troubles de la Fronde (1648-1652) eurent, en effet, pour conséquence de réactiver la présence espagnole en France (Condé passe au service de Madrid) et de relâcher la pression française en Italie et en Espagne. La période fut également marquée par la réapparition d'une puissance européenne absente des négociations de Westphalie pour raison de guerre civile (1625-1650), l'Angleterre de Cromwell, désireuse de tirer parti du conflit en s'alliant avec le plus offrant et avec laquelle est conclu le traité de Westminster. De 1653 à 1662, la France dut lui céder la ville de Dunkerque, qui fut reconquise par une armée anglo-française (victoire des

Trois ans de négociations entre la France et l'Espagne aboutissent à la Paix dite des Pyrénées, signée le 7 novembre 1659 sur l'île des Faisans, au milieu de la rivière marquant la frontière entre les deux pays. Gravure du 17^e siècle.

Dunes, 14 juin 1658) et sera rachetée au prix de quatre millions de livres. En outre, Mazarin signe l'un de ses plus grands succès diplomatiques en obtenant la constitution, autour de la France, d'une ligue du Rhin qui isole encore davantage l'empereur.

La paix fut enfin conclue, le 7 novembre 1659, par le traité des Pyrénées, qui régla les questions relatives à l'Artois, à la Flandre et au Roussillon. Les négociations, préparées par Hugues de Lionne depuis 1656, s'étaient ouvertes le 12 août sur l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa, rivière-frontière entre les deux pays. Mazarin et don Luis de Haro les menèrent, et elles comprirent vingt-quatre conférences, à l'issue desquelles la guerre — entamée pour la France en 1635 — trouva sa fin. ►

DOSSIER



Dagil Oni

Le 9 juin 1660, conformément aux accords de l'année précédente, Louis XIV épouse l'infante Marie-Thérèse. Un mariage avantageux, dont les clauses soigneusement négociées permettront plus tard à la France d'intervenir dans les affaires d'Espagne. Peinture de Laumosnier (connu entre 1690 et 1725), Le Mans, musée Tessé.

La France conservait le Roussillon, une partie de la Cerdagne, onze places dans les Flandres et l'Artois (à l'exception d'Aire et Saint-Omer) et la porte de Pignerol vers l'Italie. Louis XIV se voit reconnaître de nouveaux droits de souveraineté sur l'Alsace, tandis que la Lorraine — où la France garde un droit de passage — retourne à son duc Charles IV (mais amputée du duché de Bar, de Moyenvic, du comté de Clermont, de Stenay, Dun et Jametz) et que Nancy est démantelée (en fait le duc n'acceptera ces conditions assouplies qu'au traité de Vincennes, le 28 février 1661).

Le prince de Condé obtient son pardon, et le roi de France épouse, le 9 juin 1660 à Saint-Jean-de-Luz, l'infante Marie-Thérèse, dotée de 500 000 écus, contre lesquels elle renonce à tous ses droits sur la succession paternelle (en fait, la dot ne sera pas payée, ce qui justifiera les prétentions à venir de Louis XIV). Le 26 août, ils faisaient leur entrée triomphale dans Paris, passant sous un arc de triomphe dédié à «*Louis qui a donné la paix à la terre*». La célébration de la paix faisait également figure d'exorcisme des troubles de la Fronde. Le 9 mars 1661, Mazarin mourait. Auparavant, il avait encore dominé les accords qui mirent fin à la «guerre du Nord», signés en 1660 entre la Suède, la Pologne, le Danemark et le Brandebourg (paix d'Oliva, le 3 mai ; traité de Copenhague, le 4 juillet), confortant son image de pacificateur.

Mazarin a, en effet, donné la paix à l'Europe, en amenant l'Espagne à la négociation et au règlement d'un contentieux séculaire, en mariant le roi de manière avantageuse et en prenant une hypothèque sur la succession espagnole. Pour l'Europe, il y a en quelque sorte liquidation du passé : fin des conflits internes en Italie ; l'union des deux branches des Habsbourg est brisée ; dans

L'INVESTISSEMENT DE LA FRANCE

Les plus grands princes de la terre ayant toujours fait difficulté d'entreprendre deux guerres à la fois, la postérité aura de la peine à croire que ce royaume ait esté capable d'entretenir séparément à ses seuls despens sept armées de terre et deux navales, sans compter celles de ses allies à la subsistance desquelles il n'a pas peu contribué (...).

Vous [le roi de France] avez, de plus, tous les ans secouru les Hollandois de douze cens mille livres et quelquefois de davantage, et le duc de Savoye de plus d'un million. La couronne de Suède de pareille somme. Le landgrave de Hesse de deux cens mille rixdalles, et divers autres princes de diverses sommes, selon que les occasions l'ont requis (...).

Ainsy, soixante millions de despense par chacune des cinq années, cent cinquante mille hommes de pied tant pour les armées que pour les garnisons de vos places et plus de trente mille chevaux seront à la postérité un argument immortel de la puissance de cette couronne et de la bonne conduite de Votre Majesté (...).

Extrait du Testament politique de Richelieu, ch. I

DOSSIER



l'Empire les pouvoirs se trouvent répartis entre l'empereur et les États ; l'Allemagne sort ravagée d'un conflit de plus de 40 ans et son problème désormais sera de résister aux Turcs. L'Europe des années 1660 n'est plus celle des années 1600. L'Angleterre, qui a fait son retour sur la scène internationale, rivalise pour s'assurer la maîtrise sur mer avec les Provinces-Unies indépendantes et la Suède dominante en Baltique. Les Habsbourg ne présentent plus un danger pour elle et la prépondérance française est désormais acquise. Rome perd sa suprématie dans le champ diplomatique. La France sort grandie du conflit, avec un nouveau dessin — avantageux — de ses frontières. Quant à la Suède, elle acquiert pour un temps le statut de grande puissance.

Que fut réellement

le «grand dessein»

poursuivi par Richelieu

en politique

étrangère ?

Les traités de Westphalie se situent donc dans la ligne politique définie par Richelieu, et les historiens ont lié l'existence chez lui d'un «grand dessein» européen à cette phrase de son *Testament politique* : «Ruiner le party huguenot, ravalier l'orgueil des grands, soutenir une grande guerre contre des ennemis très puissans pour parvenir enfin à une bonne paix qui assure le repos pour l'avenir...». Il convient de se demander quelle en fut la réalité. En ce domaine, il existait un précédent récent dont la réalité était bien sujette à caution : on sait que, dans l'édition imprimée de ses *Économies royales*, Sully présentait un plan d'organisation européenne dont il attribuait la paternité à Henri IV, qui aurait eu le dessein de le mettre en œuvre



Collection Viollet

Gravure de propagande à la gloire du rôle joué par la France dans la guerre de Trente Ans. On y voit le jeune Louis XIV et la régente arbitrer, grâce à la victoire des armées françaises, les remaniements territoriaux effectués en Europe.

à la suite de la guerre victorieuse qu'il avait envisagé de mener contre la maison d'Autriche. L'Europe aurait été divisée en quinze dominations (six royaumes héréditaires, cinq puissances électives et quatre républiques) réduites à égalité de territoire et de richesse. Cinq auraient été catholiques, cinq luthériennes, cinq calvinistes et elles auraient formé une confédération dirigée par six conseils provinciaux et un conseil général. Cette organisation rendant la guerre impossible en Europe, tous les efforts de la chrétienté pourraient tendre à la lutte contre les Turcs et, une fois ceux-ci vaincus, on jouirait de la paix universelle. On sait que ce projet n'est en rien dû à Henri IV, mais à Sully vieillissant et réécrivant l'histoire ; mais il reste qu'il s'ancre dans l'utopie politique d'un temps marqué par les guerres de religion.

Chez Richelieu, on ne dispose pas d'un exposé systématique d'un plan de réorganisation politique de l'Europe et les historiens en sont réduits, eux aussi, à recomposer — en fonction de leur appréhension de la personnalité de Richelieu (dont l'historiographie classique, suivant l'image qu'il a voulu lui léguer, a bel et bien fait un adepte de la paix) comme de leurs propres conceptions et expériences européennes contemporaines — ce qui

aurait été un «projet d'un système européen de sécurité collective».

Sans reprendre ici la question, disons simplement que les recompositions *a posteriori* sont toujours plus systématiques qu'une démarche au jour le jour, et que Richelieu, à travers les documents qu'il nous a laissés, apparaît dans son discours comme un héritier des théories de la guerre juste élaborées au 16^e siècle par les théologiens espagnols Vitoria ou Suarez. Il apparaît davantage surtout comme un pragmatique que comme un théoricien de la paix ; et il avait très certainement l'idée que la France devait avoir le premier rang en Europe, une idée qui ne cadre guère avec nos conceptions contemporaines de l'Europe et d'un ordre supraétatique.

Disons encore que le grand dessein de la paix devint certes une réalité politique à partir de 1648 et fut imputable à l'action de Richelieu, tout comme l'avait



DOSSIER

surtout été la guerre épuisante des années précédentes, qui n'avait pas sans doute été étrangère à son maintien aux côtés du roi. La réalité d'une politique et des mobiles de ceux qui la conduisent se joue autant des simplifications d'une historiographie admirative ou de ses anachronismes faciles que de celles d'une propagande, qu'elle soit apologetique ou hostile. En revanche, la lecture attentive des textes montre que le Cardinal rejetait absolument l'idée que la guerre devait constituer un état durable et que sa vision de l'avenir était organisée en fonction de la paix.

Autre mythe à mettre à mal : celui de la prétendue politique des « frontières naturelles », cette conception simpliste de

à lire sur le sujet

- G. PARKER, *La guerre de Trente Ans*, Aubier, 1987
- G. LIVET, *La guerre de Trente Ans, «Que sais-je ?»* PUF, 1963 révisée 1991
- H. BOGDAN, *La guerre de Trente Ans*, Perrin, 1997
- COLLECTIF, *1648, la paix de Westphalie. Vers l'Europe moderne*, Affaires étrangères-Imprimerie nationale, 1998
- F. DICKMANN, *Der Westphälische Frieden*, 4^e éd., Münster, 1977
- H. DUCHART et autres, *Bibliographie zum Westphälischen Frieden*, Münster, 1996
- Les textes sont publiés dans : *Acta Pacis Westphalicae*, Münster, 1962
- F. HILDESHEIMER, *Richelieu*, Publisud, 1985
- — (éd.), *Le Testament politique*, Soc. de l'histoire de France, 1995
- P. GOUBERT, *Mazarin*, LGF, 1993
- J.-F. NOËL, *Le Saint Empire, «Que sais-je ?»* PUF, 1991
- J. BERANGER, *Histoire de l'empire des Habsbourg. 1273 - 1918*, Fayard, 1990
- É. LÉONARD, *Histoire générale du protestantisme*, PUF, 1970



J.-L. Charvet

Évoqué par ce sac à lettres de l'époque, un des problèmes à résoudre pour les diplomates du 17^e siècle : la circulation de l'information. Francfort, Bundespost Museum.

sions, c'est d'abord celle qui permet de porter les armes au-dehors pour briser la politique espagnole d'encerclement.

À l'heure du bilan, on peut estimer que la consolidation des États nationaux leur permet de mener des stratégies et de nouer des alliances et des coalitions répondant à des visées monarchiques, voire nationales ou religieuses, qui introduisent une rationalité accrue dans les politiques extérieures. Au concept — relativement indifférencié et unificateur — de chrétienté succède celui d'États territoriaux, impliquant une définition nouvelle de l'espace européen, durablement régi par les traités des années 1658-1659, ainsi que le développement de relations diplomatiques régulières reposant sur un personnel spécialisé, des relations continues et des négociations permanentes et publiques dans leur phase finale (les congrès). Ce nouvel espace repose sur un nouveau droit, le droit international, dont Grotius, avec son *De jure belli ac pacis* («Droit de la

guerre et de la paix», 1625), se montre l'un des plus notables artisans.

L'État se conforte dans la guerre, qui implique des moyens militaires sur terre et sur mer et des stratégies de plus en plus perfectionnées, mais encore et surtout des moyens financiers exorbitants, imposant une pression fiscale énorme sur les contribuables. À l'unité de la chrétienté le 16^e siècle avait substitué une Europe coupée en deux par la Réforme, et voici qu'à la fin du 17^e siècle le vieux rêve d'Empire ou encore l'aspiration espagnole à une monarchie universelle apparaissent obsolètes devant l'affirmation des États nationaux. Ceux-ci font passer les rivalités politiques avant les antagonismes religieux, les guerres entre États avant les conflits de religion. À l'origine de la guerre de Trente Ans, ces derniers en sortent dépassés par une pratique politique de plus en plus sécularisée. ■

L'AUTEUR

Auteur de nombreux travaux sur Richelieu (notamment une édition du *Testament politique*, Société de l'histoire de France, 1995), Françoise Hildesheimer est conservateur en chef aux Archives nationales et professeur associé à l'Université de Paris I.

Thèmes

GEOFINANCE ET STRATEGIES

L'Histoire des Balkans du XIV^e au XXI^e siècle.

L'assassinat récent du premier ministre serbe, M. Zoran Djindjic montre combien la zone des Balkans est une zone de fractures historiques.

Retour sur l'Histoire des Balkans du XIV^e à au XXI^e siècles.

D'autre part, la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque et la Slovénie vont intégrer l'Union européenne en 2004. Que savons-nous de l'histoire commune de cette partie du continent ? Quelles zones de fractures culturelles, religieuses ...subsistent aujourd'hui encore au-delà des divisions actuelles sur la question irakienne ?

Enfin, la Turquie, héritière de l'empire ottoman, frappe aux portes de l'Europe, quelle cohérence et quelles conséquences aurait l'entrée de ce pays au sein de l'Union ?

→ Dans ses mémoires, Alfred Grosser n'est pas tendre :
il vous décrit comme celui qui fut le chantre
de l'heureux socialisme de la RDA, pendant
des lustres.

STRATEGIES FRANCAISES

Héritage et culture des Balkans

Les origines des conquérants ottomans

La conquête des Balkans (1362-1451)

Constantinople-Istanbul, capitale d'un nouvel empire mondial (1451-1566)

Les Balkans sous la domination ottomane

Les Etats vassaux de la Porte : Valachie, Moldavie, Transylvanie, Raguse, jusqu'en 1566

Le poisson pourrit par la tête (1566-1683)

L'Empire ottoman face aux puissances (1684-1792) . Conclusion 1 : le joug ottoman ?

L'Orient de la conquête napoléonienne

Les révoltes des Serbes et des Grecs

Les deux premières crises de la question d'Orient (1832-1859)

Les nouveaux Etats chrétiens et la troisième crise d'Orient (1833-1878)

Affirmation et rivalités des Etats chrétiens (1878-1912)

Les Balkans « sous le joug » (1878-1912)

Les Balkans, poudrière de l'Europe (1912-1918)

Triomphe et échec des Etats nationaux (1919-1939)

Entre Hitler et Staline (1939-1945)

Dans l'ombre de Moscou ; la Roumanie et la Bulgarie (1945-1989)

Plus loin de Moscou : l'Albanie, la Yougoslavie, la Grèce (1945-1990/92)

LE POST-COMMUNISME

La Grèce capitaliste

L'éclatement de la Yougoslavie : les Etats successeurs

Conclusion : une fédération balkanique ?

STRATEGIES FRANCAISES

Chapitre IV Constantinople - Istanbul, capitale d'un nouvel empire mondial (1461-1566).

MURÂD II



MEHMED II FÂTİH

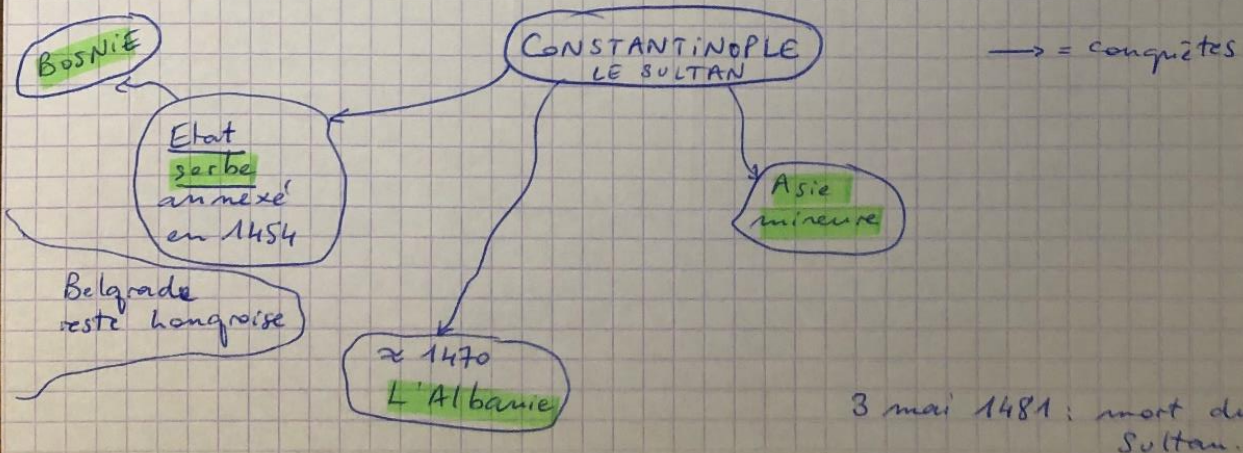
un long règne de 1451 à 1481.

Il somme CONSTANTIN de lui livrer BYZANCE. P89

En mai 1453, l'assaut final est donné.

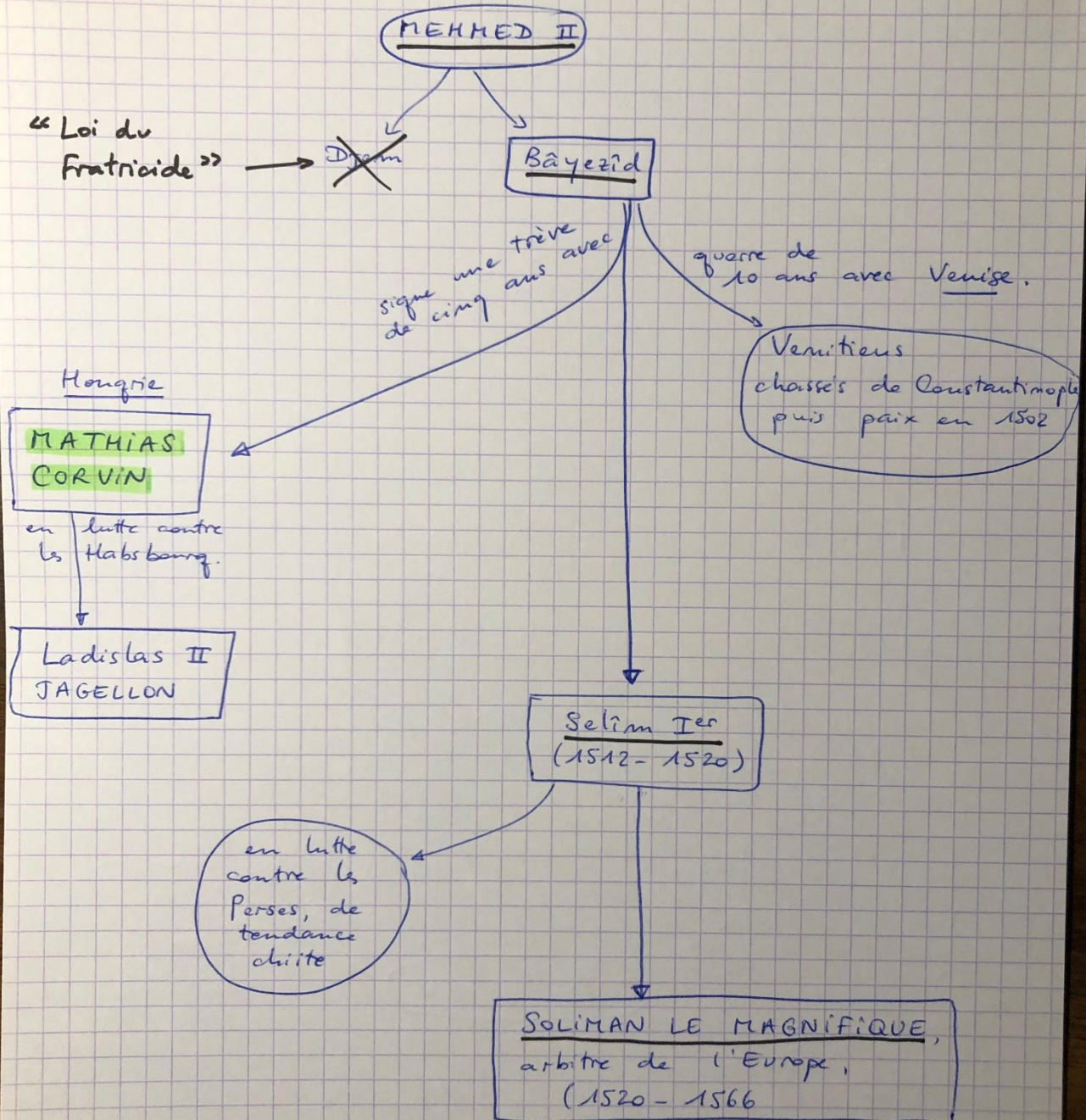
Mehmed II, conquérant de l'héritage byzantin.

L'Empire byzantin, à l'époque de JUSTINIEN
s'était étendu à la totalité des Balkans et
de l'Asie mineure, mais aussi à l'Italie
et à l'Afrique, de l'Egypte au détroit
de Gibraltar.

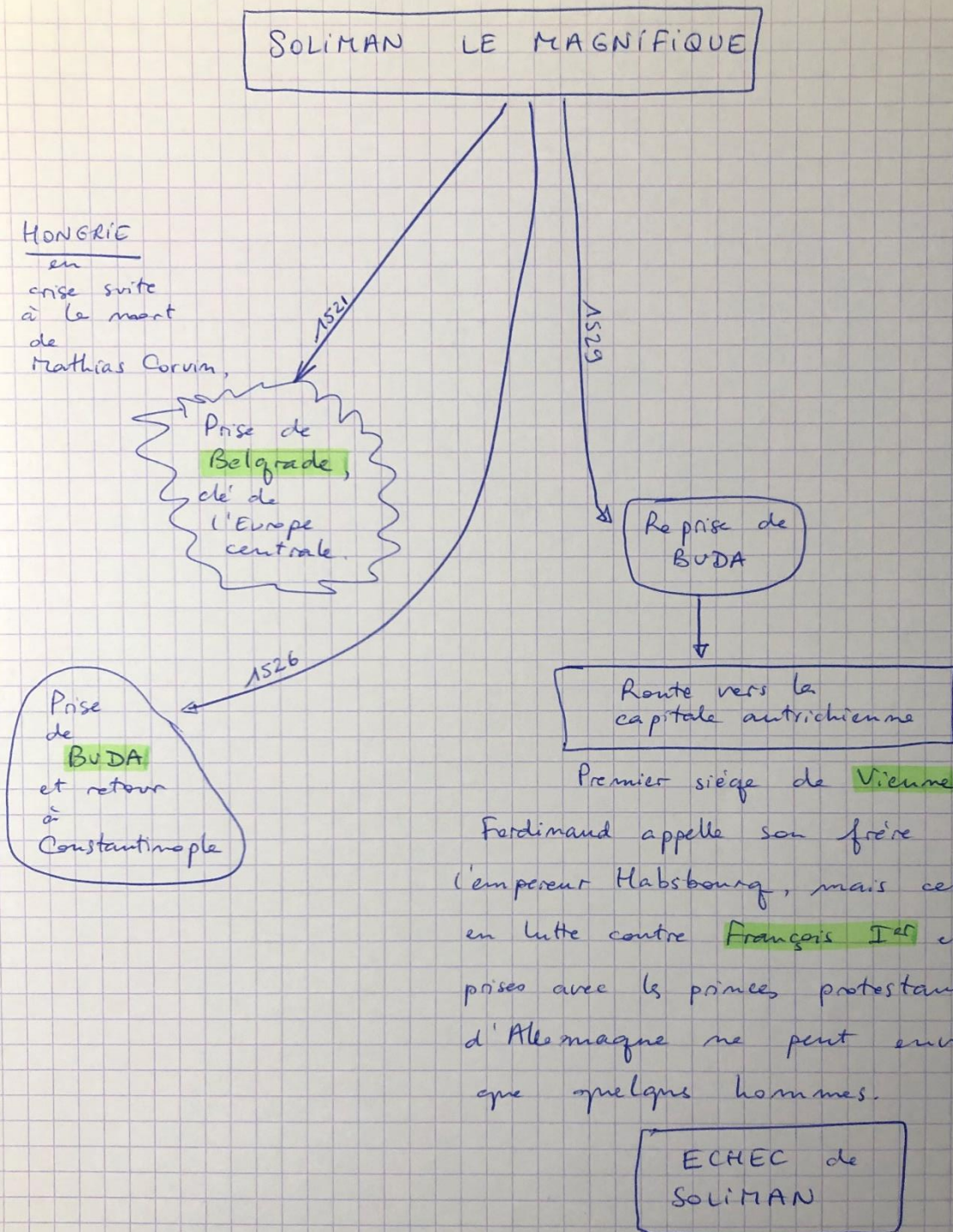


STRATEGIES FRANCAISES

La domination de la Méditerranée orientale : BÂYEZİD II et SELİM I^{er}



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES

14

22 juin 1533 : accord entre Ferdinand et Soliman (Ferdinand paie tribut pour la Hongrie).

CHARLES QUINT

ne reconnut jamais cet accord.

François I^{er}
signe en 1536
un traité avec
SOLIMAN

Lutte dans la
Méditerranée.

Etat ottoman, pouvoir et institutions.

- charia
- djihād
- calife
- devchirme
- Le Divan
- Grand Vizir

Chapitre VI Les Etats vassaux de la Porte :
Valachie, Moldavie, Transylvanie, Raguse,
jusqu'en 1566.

Les atlas historiques sur le tracé de la frontière
extérieure de l'Empire ottoman à la

MORT de SÜLEYMÂN en 1566.

Faut-il y inclure les Etats ci-dessus ?

Ces Etats furent soumis au paiement d'un TRIBUT.
Dans l'Europe féodale, cette obligation était
signe de vassalité, d'où la désignation
couramment admise d'« Etats vassaux de la Porte » ;
même s'il faudrait alors y inclure les
possessions de

FERDINAND I^{er} de HABSBOURG

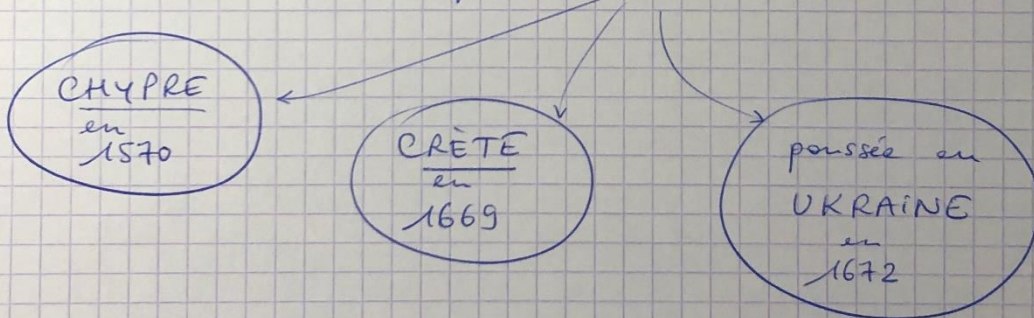
qui, pour obtenir la paix en 1533, accepta de
payer tribut pour la Hongrie royale.

Chapitre VII Le poisson pourrit par la tête (1566-1683).

Ce proverbe populaire turc situe l'origine de la crise du système ottoman. Traditionnellement, la mort de SOLIMAN LE MAGNIFIQUE en 1566 est considérée par les historiens comme le début du « déclin de l'Empire ».

→ En fait, tous reconnaissent qu'une crise de pouvoir se manifesta dès la seconde moitié de ce grand règne, après qu'en 1536 le sultan eut fait étrangler son grand vizir IBRÂHÎM.

Ce déclin, n'a été ni continu, ni régulier. Sur le plan extérieur, les conquêtes de



sur le plan intérieur la rude reprise au main des grands vizirs KÖPRÜLÜ durant la seconde moitié du XVII^e siècle interrompent le tracé d'une courbe descendante.



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

PORTFOLIO

STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES





**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

MOT D'ACCUEIL

STRATEGIES FRANCAISES

Heureux de recevoir

Professeur Georges Castellau. Remercier présence parmi nous.
Vous êtes l'auteur de nombreux ouvrages sur la Serbie,
la Bulgarie, l'Albanie, le catholicisme polonais,
la Roumanie, la Slovaquie et d'une monumentale
Histoire des peuples d'Europe centrale.

Présenter votre parcours

Vous êtes professeur émérite de l'université Paris-III
Vous avez enseigné l'histoire des Balkans à
l'Institut national de langues et civilisations
orientales.

STRATEGIES FRANCAISES

Votre présence parmi nous, en pleine actualité...

Tout d'abord,

- Assassinat du premier ministre serbe, M. Zoran Djindjic
 - Le 4 février 2003, l'Etat de Serbie et Monténégro a succédé officiellement à la République fédérale de Yougoslavie.
- conséquences régionales.

Ensuite, à partir de 2004, la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque et la Slovaquie vont intégrer l'Union européenne. Nous savons peu de choses de ces nations qui vont nous rejoindre.

Enfin, la Turquie, héritière de l'empire ottoman, frappe aux portes de l'Europe. Quelle cohérence et quelles conséquences aurait l'entrée de ce pays au sein de l'Union ?

2

STRATEGIES FRANCAISES

Aborder la question de.....sous trois angles (principes, aspects)

Empire
ottoman

Comment un Empire s'installe 'pdt
plus de 5 siècles et régit la région.
Jusqu'à l'apogée de Soliman le
Magnifique, → la décadence, début
du XX^e siècle. ?

Dynastie
des
Habsbourg

Formidable famille qui forge un
empire sur lequel le soleil ne
se couche jamais. Quels avatars, ?
quels gds étapes

Emancipation
des
nationalités

Après s'être libérés de ces 2 tutelles
pesantes, les nationalismes se sont
exacerbés autour de la Serbie, Croatie, ?
... Balkans. Un espace pour le fédéralisme?³

STRATEGIES FRANCAISES

ANATOLE FRANCE
Alors ^{on dirait} on dit que

Citation

Ce que les hommes appellent civilisation, c'est l'état actuel des mœurs, et ce qu'ils appellent barbarie, ce sont les états antérieurs.

Vous nous direz ce que vous en pensez, du point de vue...

du spécialiste de cette zone du monde.

Peuples pétris d'histoire, peuples des Balkans qui se déchirent, et qui, depuis le XIX e siècle, sont à la base de bcp de soucis européens.

Peuples Balkans, barbares ou porteurs d'une grande civilisation (à découvrir...).

Mais avant toute chose, faisons un tour de table...

4



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

CORRESPONDANCE

STRATEGIES FRANCAISES

GEORGES CASTELLAN

Paris le 15/11/2007

Monsieur le Président,

Les éditions Armand Colin ont quelque peu pris leur temps pour me faire parvenir votre lettre de 23 octobre. Je m'en excuse et vous en remercie vivement. C'est avec plaisir que j'accepterai d'animer un de vos dîners-débat.

Reste à en préciser le sujet - je suggère l'Histoire des Balkans - et la date pour laquelle je vous signale que je préférerais jamais au mois

24, AVENUE PERRICHONT

75016 PARIS

Tél. 01.45.24.32.88

STRATEGIES FRANCAISES

plutôt que faire

Restant à côté des français, je vous prie de
croire, Monsieur le Président, à mes sentiments
dévoués

